



Cahiers de la Méditerranée

66 | 2003

L'autre et l'image de soi

Vraie et fausse noblesse : l'identité nobiliaire provençale à l'épreuve des réformations (1656-1718)

Valérie Pietri



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/117>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2003

Pagination : 79-91

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Valérie Pietri, « Vraie et fausse noblesse : l'identité nobiliaire provençale à l'épreuve des réformations (1656-1718) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 66 | 2003, mis en ligne le 25 juillet 2005, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/117>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Vraie et fausse noblesse : l'identité nobiliaire provençale à l'épreuve des réformations (1656-1718)

Valérie Pietri

- 1 L'histoire de la noblesse du XVIII^e siècle s'ouvre sur un bouleversement collectif qui prend sa source la plus visible au cœur du siècle précédent, à travers la mise en place de ce que l'on a appelé les Vérifications ou Réformations de noblesse.
- 2 Les besoins financiers et politiques de la monarchie conduisent Colbert à lancer dans tout le royaume de grandes enquêtes de noblesse¹, dont le but avoué est d'améliorer la rentabilité de l'impôt et en particulier de la taille. Il s'agit également pour la monarchie d'une entreprise de dénombrement de la noblesse qui se distingue des habituelles montres et autres enquêtes par ses ambitions systématiques et exhaustives. Il est en effet prévu de dresser un catalogue de tous les gentilshommes du royaume, et non des seules familles titrées ou importantes dans chaque province².
- 3 Le contrôle de l'accès à la condition nobiliaire est réclamé par les nobles depuis au moins 1560 et s'est exprimé vivement lors des États Généraux de 1614, mais la noblesse prétend alors procéder elle-même à ce choix délicat en fonction de critères de légitimation internes. Ses préventions se développent essentiellement à l'encontre des nouveaux nobles et des modalités d'anoblissement rapides dont la particularité était justement d'avoir été rendus possibles par la politique royale de multiplication et surtout de vénalité des offices³.
- 4 Dans les différentes provinces du royaume, la principale difficulté est finalement de concilier les exigences monarchiques avec les traditions locales en matière de reconnaissance de la qualité nobiliaire. Sur quels critères établir la différence entre vraie et fausse noblesse ? Et surtout, comment ne pas être l'Autre, le roturier, l'usurpateur ? Avant de mettre en œuvre une multiplicité de dispositifs permettant de passer sans trop de dommage cette épreuve d'un type nouveau, les nobles provençaux tentent de justifier leur conception de la noblesse face à celle que veut de leur imposer la monarchie.

I - Les réformations provençales

- 5 La Provence a connu entre le milieu du XVII^e et le début du XVIII^e siècle deux Grandes Réformations de noblesse⁴. La première, dirigée par une commission souveraine composée de conseillers aux comptes, est ouverte par lettres patentes du 25 février 1665 et prend fin en 1669. La seconde, de 1696 à 1718, a lieu sous l'autorité de l'intendant et premier président Lebreton⁵. La province est la première à être soumise aux vérifications⁶ selon des modalités qui seront appliquées successivement dans tout le royaume. Le cumul des fonctions de premier président du Parlement et d'intendant place la Provence dans une situation particulière, et c'est donc à un glissement de compétence de la Cour des comptes vers le Parlement auquel on assiste entre les deux périodes de vérification.
- 6 La décision royale est dans un premier temps mal accueillie en Provence par la noblesse et plus particulièrement par le Parlement qui s'en fait le porte-parole. La Provence est au XVII^e siècle une province rebelle et agitée et, même si l'on considère qu'à partir du règne personnel de Louis XIV le Parlement est pacifié⁷, la réformation donne lieu à quelques sursauts de résistance. Il faut préciser que les cours souveraines, désormais dites supérieures, disposent jusqu'en 1673 du droit de remontrance préalable et vont s'en servir pour manifester un certain nombre de récriminations. En outre, la noblesse réclame en 1666 la réunion des États, notamment pour se prononcer sur la question des vérifications. Les protestations émises par le Parlement au début des réformations sont le fruit d'une inquiétude et présentent surtout l'intérêt de faire apparaître un certain nombre de décalages et d'enjeux qui ne s'accommodent pas de ce nouveau regard sur la noblesse et de cette volonté de contrôle exogène.
- 7 Les réticences du Parlement tiennent aussi à des causes plus conjoncturelle qui relèvent, au cours de la première vague de vérification, d'un conflit de compétence qui l'oppose à la Cour des comptes. Le parlement de Provence, tenu à l'écart de la procédure, met tout en œuvre pour dessaisir la Cour des comptes de cette commission, notamment en jouant sur les réticences de la noblesse à justifier de ses titres.
- 8 Après une série de plaintes concernant la sévérité des preuves exigées par les traitants, qui tranchent avec les exigences traditionnelles⁸, les officiers en arrivent au point nodal de leurs récriminations :
- « L'usurpation de noblesse est un crime qui regarde l'ordre de l'Etat et la police universelle du Royaume au lieu que la cour des Aydes n'a autre droit que de connoître de l'exemption des tailles qui n'est point acquise en Provence, que cette qualité de noble qui est la seule raison par laquelle Votre Majesté les attribue aux officiers des Aydes dans les pays d'élection, en effet les ordonnances d'Orléans, article 110, et de Blois, articles 256 et 267, qui deffendent les noms d'écuyer, les marques et qualités de noblesse, en attribuent la possession aux juges ordinaires et la poursuite à vos Procureurs [...]. »⁹
- 9 Ils redoutent, en effet, leurs collègues de la cour des aides dont ils affirment qu'ils ne sont pas impartiaux, mais dont on comprendra plutôt qu'ils risquaient de ne pas être arrangeants dans un contexte d'opposition latente entre les deux cours :
- « [...] Elle fera aussi réflexion s'il luy plait que les diverses contentions entre le Parlement et la cour des Comptes ayant donné sujet à Votre Majesté d'accorder des évocations aux uns et aux autres pour leurs officiers, leurs parents et leurs domestiques qu'aujourd'huy par cette Commission lesdits officiers des Aydes fussent en autorité de régler l'honneur des familles des officiers dudit Parlement et de leurs parents sans que lesdits officiers puissent l'empêcher quoy qu'ils soient en droit d'évoquer tous autres procès de la moindre importance et considération. »¹⁰

- 10 Enjeu de pouvoir considérable en effet que de décider qui était noble et qui ne l'était pas, d'expulser comme corps étrangers des familles entières du corps idéalement homogène de la noblesse. D'autant qu'il pouvait être fort utile de compter des appuis au sein de la commission lorsqu'une noblesse était mal assurée, notamment lorsqu'une famille, parfois brillante et fort bien intégrée au second ordre, ne pouvait appuyer ses prétentions sur aucun ou peu de titres reconnus officiellement. Face à cette difficulté, rencontrée par plus d'un gentilhomme, la falsification des titres apparaît comme une solution courante, à moins de trouver une famille homonyme ou éteinte sur laquelle s'enter. Dans tous les cas, il est plus facile de faire admettre ces manipulations dès lors que la commission choisit de fermer les yeux.
- 11 Le président de Séguiran fournit une parfaite illustration de l'avantage que le choix du roi a procuré à certaines maisons, puisqu'il est à la fois président de la Cour des comptes et de la commission de vérification. Or, les Séguiran, très importante famille de robe, s'étaient agrégés à la noblesse au début du XVI^e siècle et deux branches seulement avaient régularisé leur appartenance au second ordre par des anoblissements civils. Rainaud de Séguiran facilita donc l'admission des preuves falsifiées présentées par ses parents afin de vieillir l'ancienneté de son lignage et de protéger ceux qui étaient mal assurés dans leurs titres¹¹. Les Voland, maison agrégée au XVI^e siècle bénéficièrent sans doute de leur parenté avec le Président qui n'oublia pas non plus ses alliés, comme les Vitalis, également maintenus en dépit de preuves discutables¹².

- 12 Entre autochtonie et extranéité, il ne s'agit cependant pas seulement de savoir qui peut trancher, mais aussi de construire, reconstruire ou déconstruire les critères de la discrimination.

II - La question des preuves de noblesse

- 13 Les remontrances du 5 mars 1667 témoignent plus fondamentalement du malaise des magistrats du parlement d'Aix face à la remise en question de leur identité nobiliaire¹³. Ils s'inquiètent des modalités des vérifications dont ils affirment qu'elles pourraient léser la vraie noblesse, bien plus qu'elle n'aide à la distinguer de la fausse noblesse. La question est de savoir si la noblesse repose sur le genre de vie ou sur la capacité à présenter des titres écrits.
- 14 Les exigences de preuves formulées par la monarchie déplacent en effet profondément la ligne de partage entre vraie et fausse noblesse à travers le passage d'un système reposant, en grande partie, sur la preuve orale à un système fondé sur la preuve écrite (ou authentique ou littérale). Sur le fond, les magistrats provençaux ne peuvent guère contester la nécessité, pour la monarchie et pour la vraie noblesse, de rétablir l'ordre en obligeant « *tous ses sujets de revenir dans leur devoir, se connaître eux-mêmes* ». Mais sur la forme, ils se plaignent ainsi amèrement de ce qu'ils considèrent comme un abus juridique :
- « [...] lesdits Commissaires au préjudice des ordonnances des Roys, vos prédécesseurs et des distinctions que Baquet, Carondas, Loiseau et autres auteurs et praticiens français en ont remarqué sur le chapitre des nobles et non nobles, ils ont non seulement demandé des preuves au-delà du père et de l'ayeul mais au-delà de la centenaire, sans avoir égard à la réception des Chevaliers de Malthe, sans réception des preuves par témoins au deffaut de la littérale [...] »¹⁴.
- 15 C'est pourquoi, il leur paraît légitime de réclamer « *que les véritables nobles ne soient pas inquiétés par cette assignation* » alors que l'édit de février 1665 assigne « *indifféremment les nobles et les non nobles* ». Afin de contester ces dispositions, ils prennent prétexte de la

fragilité de certains membres du second ordre face aux exigences de preuves littérales, « *n'étant pas au possible de tant de veuves et de mineurs et pupilles de représenter des pièces dont ils ne sont pas informés, la recherche et les extraits d'icelle leur coûteraient plus que l'amende des faux-nobles* »¹⁵.

- 16 Il est vrai qu'un tel bouleversement entraîne des difficultés considérables pour les familles qui, n'ayant jamais eu à apporter ce type de preuves, ne s'en sont que fort peu souciées jusqu'alors. Les archives familiales sont souvent mal conservées, voire perdues, détruites, dispersées et la recherche des pièces originales auprès des notaires conduit effectivement à des dépenses élevées.
- 17 Mais il convient également de faire la part de l'exagération propre à ce type de discours. C'est d'ailleurs un argument sans cesse repris au cours du XVIII^e siècle pour remettre en question la validité des décisions de maintenue. Mais refuser que les vrais nobles soient assignés ne résout pas le problème puisqu'il faut bien examiner les titres de chacun pour déterminer s'il est noble ou s'il est usurpateur de noblesse. À moins, bien sûr, de s'en remettre à la réputation et à l'autorégulation.
- 18 Ces résistances manifestent, de fait, le refus profond de la noblesse de voir la monarchie s'immiscer au cœur de sa conscience identitaire, ébranler ses certitudes et ses habitudes. L'immixtion la plus insupportable est celle de la loi positive qui désormais arbitre là où régnait la cooptation. Les Provençaux sont particulièrement désorientés par le refus d'admettre les preuves pour l'Ordre de Malte qui constituent depuis longtemps un des instruments fondamentaux de reconnaissance sociale¹⁶. Il leur paraît inconcevable que la noblesse des chevaliers soit, même indirectement, remise en cause par la monarchie.

III - Identité provençale et identité nobiliaire

- 19 La réformation apparaît dans les remontrances de 1667 comme une mesure cataclysmique, qui menace de ruiner la province sans procurer aucun avantage au roi. Ces Messieurs tentent donc, dans un second temps, de démontrer l'inutilité, voire le danger que représente, dans le contexte particulier de la Provence, la vérification des titres de noblesse. Ils développent en filigrane une véritable défense des libertés de leur pays. Ils tentent de dire au roi : peu importe que nous ne soyons pas nobles selon les critères valables dans le reste du royaume, ce qui compte c'est que nous soyons nobles selon les critères de la tradition provençale. Et finalement, ils revendiquent une forme d'altérité qui est celle du noble provençal, voire du Provençal.
- 20 Les Parlementaires développent notamment tout un argumentaire sur l'inefficacité fiscale de cette recherche, arguant du fait que la Provence est :
« un pays d'Etat et de droit écrit et que les tailles y sont purement réelles et que par ainsi toutes les qualités de noble, d'écuyer ou de chevalier n'exemptent pas de la taille un fonds roturier, quelque dignité que puisse avoir son possesseur, cet abus n'étant pas considérable comme dans les autres provinces et pays d'ellection »¹⁷.
- 21 Argument discutable du point de vue de la monarchie, car la condition noble confère en Provence comme ailleurs bien des privilèges dont le coût social n'est pas négligeable. Les déclarations royales, prévoyant cette objection, précisent d'ailleurs que l'usurpation demeure source « *d'un très grand préjudice parce que par la longueur du temps, les familles s'étendent dans les autres provinces du royaume [...]* »¹⁸.
- 22 Mais les auteurs des remontrances réfutent cette idée, allant même jusqu'à prendre la défense des usurpateurs. Il ne s'agit plus alors de protéger la vraie noblesse d'injustes poursuites, mais de protéger la province tout entière dans ses équilibres économiques et

sociaux. En Provence, la noblesse est présentée comme une coquetterie, une vanité familière. Loin d'affirmer qu'il n'y a pas de faux nobles dans ce pays, les magistrats claironnent « *qu'il n'y a point de chétif bourgeois qui dans ses contracts ne se soit qualifié écuyer* »¹⁹, et ils s'empressent de démontrer que cela ne nuit en rien à l'ordre social et à la puissance royale.

- 23 Quelles peuvent être les craintes de la monarchie ? La déperdition de l'activité d'une partie de la bourgeoisie qui prétend au mode de vie improductif de la noblesse ? Prenant en considération le risque d'affaiblissement que constitue une noblesse pléthorique et oisive, ces Messieurs affirment que tous les faux nobles n'abandonnent pas pour autant leur premier état, qui est celui du commerce « *et notemment en votre ville de Marseille et autres maritimes auxquelles par déclaration des Roys, vos prédécesseurs, Charles IX et Louis XIII, les nobles sans déroger à leur noblesse peuvent négocier* »²⁰.
- 24 Voilà qui devrait rassurer les proches de Colbert et le Roi lui-même qui ne peuvent que redouter une diminution des activités commerciales dans leur lutte contre l'hégémonie maritime des Hollandais²¹. Voilà qui ne manque pas non plus de piquant et de contradiction. C'est, en outre, une affirmation quelque peu exagérée, puisque les anciens marchands prétendant à la noblesse acquièrent également des seigneuries, placent leurs fils dans le corps des galères ou dans l'Ordre de Malte et renoncent bien souvent au bout de deux ou trois générations aux activités commerciales, ou du moins utilisent des prénoms. Enfin, la situation marseillaise pourrait aussi bien servir de contre-exemple au particularisme provençal affirmé, la cité phocéenne étant elle-même dans une situation très singulière, îlot sur les marges de la Provence²².
- 25 Mais il est vrai que la question de la noblesse commerçante est au cœur du débat qui oppose la noblesse provençale à la monarchie, et Marseille en est le symbole. La pratique du commerce maritime par les nobles marseillais est souvent évoquée, dans les textes de l'époque, comme une nécessité en raison de la stérilité de leur terroir²³ et de fait, la quasi-totalité des gentilshommes de cette ville est issue de familles marchandes. Il faut dire que le passage de la marchandise à la noblesse est facilité par les institutions municipales qui ne prévoient pas de division en collèges et au sein desquelles la noblesse ne confère aucun privilège, évitant ainsi des tensions entre anciens et nouveaux membres du second ordre²⁴.
- 26 Mais le « laxisme » marseillais fait figure d'exception, de même que son orientation commerciale. La défense des intérêts de ces familles permet cependant aux parlementaires d'espérer ouvrir une brèche dans le dispositif des réformes. Il s'explique également par les liens, souvent plus étroits qu'il n'y paraît, entre la noblesse aixoise et marseillaise. En effet, bien des familles parlementaires ont pour ancêtre un riche marchand, souvent marseillais d'ailleurs. Défendre la noblesse commerçante revient à défendre une bonne partie de la noblesse provençale. Ainsi, les Forbin, famille dominante du Parlement, sont issus d'un marchand peaussier venu s'établir à Marseille²⁵.
- 27 D'autre part, les alliances sont nombreuses au XVII^e siècle entre les familles marseillaises et les parlementaires mais aussi les familles d'authentique noblesse chevaleresque. La défense de la noblesse « commerçante » concerne donc de plus près qu'il n'y paraît la noblesse de robe. Un des points les plus sensibles concerne la qualification des élites urbaines. Le terme d'écuyer, interdit par la législation royale aux roturiers, correspond en Provence à une réalité sociale particulière qui est celle d'une notabilité citadine sur le modèle italien.

- 28 C'est d'ailleurs « *l'exemple des Vénitiens, des Gênois et des Florentins, chez qui les Nobles trafiquent* »²⁶ qui est mis en avant pour justifier la noblesse de certaines familles marseillaises, familles qui réclament également, en vain, la reconnaissance d'une noblesse de cloche par l'exercice des charges consulaires de la cité phocéenne. De ce point de vue, les Provençaux n'obtiennent pas gain de cause, au moins dans les textes. Les échevins de Marseille n'obtiennent pas la noblesse de cloche et la qualité de « noble marchand » prise avant 1566, est considérée par les traitants comme une preuve de roture même pour les Marseillais²⁷, ce qui représente une sérieuse menace pour bien des familles puisqu'elle ne leur permet pas de prétendre à une noblesse de race, voire remet en cause leur appartenance au second ordre.
- 29 Le dernier argument avancé pose la question du poids financier des mesures de rétorsion et de leurs conséquences sur les équilibres locaux.
- 30 En brandissant la menace d'une ruine générale et de l'émigration d'une partie des forces vives de la province, les magistrats affirment que :
- « si cette commission s'exécutoit avec cette rigueur et qu'on en vint à punir tous les coupables de cette légèreté, on viendrait à désoler presque toutes les familles de cette province dans chacune desquelles il y a plus de personnes qui ont pris cette qualité qu'il n'y a de biens et de commodité pour en pouvoir payer la peine, les frais et les dépens qu'il leur faudroit supporter, seroient même capables de faire désertir plusieurs familles »²⁸.
- 31 Il est certain que les amendes prévues sont extrêmement lourdes, surtout pour des familles dont les biens et les revenus se distinguent mal de la plus obscure bourgeoisie de province, mais il est tout aussi certain que ces amendes sont systématiquement négociées et que les « usurpateurs » paient en fonction de leurs possibilités²⁹.
- 32 Pour finir, les officiers du parlement de Provence réclament purement et simplement la révocation de l'édit. Il apparaît ainsi, au travers même des arguments employés par les magistrats, qu'il existe une disjonction entre les conceptions du fait nobiliaire dans la société provençale du milieu du XVII^e siècle et la norme exprimée par les édits de réformation. Toutes sortes de personnages en voie d'agrégation à la noblesse, mais ne disposant pas de titres probants, sont fragilisés dans leurs prétentions sociales par la vérification des titres.
- Conclusion
- 33 Pour être réputé noble au premier siècle des temps modernes, il fallait certes aller au combat, tout au moins exhiber des insignes guerriers — l'épée en particulier —, mais il fallait davantage encore, et la plupart s'en contentaient, avoir toujours vécu noblement, c'est-à-dire de mémoire d'homme, depuis au moins trois générations. Au siècle suivant, les critères de l'excellence sociale évoluent : le roi se veut source de tout prestige et de tout pouvoir. Il engage la lutte contre les « usurpateurs » de noblesse, réclamée par les nobles eux-mêmes, mais en fonction de marques nouvelles qui déniaient, notamment, la valeur de la parole.
- 34 Les réformes ont eu pour résultat essentiel, sinon pour but, de définir juridiquement la noblesse. La noblesse devient tributaire de la reconnaissance royale et perd la faculté de s'autoréguler par le biais de la *fama*. Cette nouvelle approche du fait de noblesse s'oriente finalement, de manière surtout pragmatique, sur les deux points les plus faciles à contrôler : la qualification et la filiation³⁰, orientation qui confirme le poids de l'appartenance familiale lignagère dans la définition d'une identité noble, mais qui semble en négliger certains aspects sociaux.

- 35 La jurisprudence établie à la suite des réformations provençales répond au double objectif monarchique de réduire les possibilités d'agrégation au second ordre et d'établir des critères d'appartenance homogènes, mettant en avant le rôle éminent du souverain. Mais l'hétérogénéité juridique du royaume, qui se manifeste en Provence au travers d'une puissante tradition reposant sur le droit écrit, ou droit romain, ainsi que la réalité sociale d'une noblesse largement issue du renouvellement par agrégation du XVI^e siècle, ne permettent pas, du moins dans l'immédiat, de réaliser pleinement ces objectifs. De fait, la monarchie ne cède guère sur le plan juridique, mais sait entendre les appels à la clémence des parlementaires aixois.
- 36 Le constat le plus significatif à partir des jugements de maintenue est la part considérable des Provençaux reconnus comme nobles de race : plus de la moitié des 1418 maintenus appartiennent à ce groupe³¹. Or, l'étude généalogique de ces familles montre qu'il s'agit de lignages pour la plupart agrégés à la noblesse entre la fin du XV^e siècle et le début du XVI^e siècle, ce qui explique l'absence de titre de noblesse.
- 37 C'est sans doute par crainte d'une levée de boucliers — au sens propre autant que figuré — de ces familles aux origines roturières, mais qui constituent les forces vives de la noblesse provençale, que le roi et surtout ses commissaires ont fait preuve de modération. Cette pratique indulgente satisfait les gentilshommes provençaux qui se voient confirmés dans un statut qui leur est par ailleurs socialement reconnu. Par la suite néanmoins, l'usurpation de noblesse devient beaucoup plus difficile et plus rare, les réformations ayant sur ce point constitué un frein important. Au XVIII^e siècle, la majorité des hommes nouveaux doivent leur noblesse à la puissance souveraine, que ce soit par lettre ou par l'exercice d'une charge.
- 38 L'entreprise de contrôle du fait nobiliaire engagée dès le début du règne de Louis XIV ne conduit pas pour autant à clore la réflexion. Au contraire, le paradoxe s'installe au cœur des définitions de la noblesse entre l'affirmation d'une égalité de nature — le noble est défini juridiquement — et la conscience des hiérarchies qui traversent le second ordre et sur lesquelles reposent son fonctionnement social et ses rapports à la monarchie³².
- 39 Si la définition juridique insiste à part égale, dans la construction de l'identité nobiliaire, sur la distinction entre le vrai noble et le faux noble, le débat socioculturel sur la noblesse tend davantage à interroger l'auto-représentation du groupe : qu'est-ce que la vraie noblesse ? L'Autre, le roturier ou l'usurpateur, reste présent comme indispensable contrepoint, mais son image est brouillée par une image de soi qui demeure dans l'indétermination et le mouvement permanent.

NOTES

1. - J. Meyer, *La Noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, SEVPEN, 1966, 2 vol., p. 32-33.

2. - J. Meyer, *La Noblesse française à l'époque moderne (XVI^e - XVIII^e siècles)*, Paris, PUF, 1991, p. 65. Jean Meyer souligne l'innovation que constituent ces réformations par rapport à la

grande enquête de 1664 qui se préoccupe seulement de donner une idée générale de la « valeur » de la noblesse.

3. - Voir à ce propos R. Chartier et D. Richet (éd.), *Représentations et vœux politiques. Autour des états généraux de 1614*, Paris, EHESS, 1982.

4. - F.-P. Blanc, *Origine des familles provençales maintenues dans le second ordre sous le règne de Louis XIV. Dictionnaire généalogique*, thèse, droit, université d'Aix-en-Provence, 1971, p. V.

5. - Archives départementales des Bouches-du-Rhône (ADBdR), B 105, 27 février 1665 : lettres patentes décidant l'ouverture de la recherche. / ADBdR, B 1359, 16 août 1666 : arrêt du Conseil d'État ordonnant l'ouverture de la réformation en Provence, posant le principe d'une commission souveraine chargée d'y procéder, et fixant les pouvoirs d'Alexandre Belleguise, traitant chargé de la poursuite des assignés. / ADBdR, B 1359, 16 août 1666 : lettres de commission souveraine pour le premier président de Séguiran, les conseillers d'Aymar, de Menc, d'André, d'Arnaud et de Gassendi, l'avocat général Simon et le greffier Isnardi. / IX-F-103, *Recueil d'Edits, Déclarations, Ordonnances et Arrêts, 1501-1789*, p. 271, 5 novembre 1666 : Jugement de la Commission proclamant l'ouverture de la première réformation. / ADBdR, C 2211, 4 septembre 1696 : déclaration royale ordonnant l'ouverture de la seconde réformation. / ADBdR, C 2211, 4 septembre 1696 : arrêt du Conseil d'État commettant les intendants des diverses généralités à la direction de la seconde réformation, et fixant les pouvoirs de Charles de la Cour de Beauval, traitant chargé de la poursuite des faux nobles et de la perception des amendes. / ADBdR, C 2211, 18 octobre 1696 : ordonnance de Pierre-Cardin Lebret, intendant de Provence, proclamant l'ouverture de la seconde réformation.

6. - J. Meyer, *La Noblesse bretonne...*, op. cit., p. 33.

7. - R. Pillorget, *Les Mouvements insurrectionnels de Provence entre 1596 et 1715*, Paris, A. Pedone, 1975, p. 875-877.

8. - Bibliothèque Méjanes d'Aix-en-Provence (B. Méjanes), ms. 954, remontrances du 5 mars 1667 : « Par dessus la ruine qu'entraîne l'exécution de cette commission vostre Parlement est obligé de représenter à Votre Majesté que lesdits commissaires [...] ont non seulement demandé des preuves au-delà du père et de l'ayeul mais au-delà de la centenaire, sans avoir égard à la réception des chevaliers de Malthe, sans réception des preuves par témoins au deffaut de la littérale [...] ».

9. - B. Méjanes, ms. 954, remontrances du 5 mars 1667.

10. - *Ibid.*

11. - F.-P. Blanc, *Origine des familles...*, op. cit., op. cit., p. 533.

12. - *Ibid.*, p. 601 sq.

13. - B. Méjanes, ms. 954, remontrances du 5 mars 1667.

14. - *Ibid.*

15. - *Ibid.*

16. - V. Pietri, *Familles et noblesse en Provence orientale de la fin du XVII^e siècle à la veille de la Révolution*, Nice, 2001, thèse dactyl., p. 143-155.

17. - B. Méjanes, ms. 954, remontrances du 5 mars 1667.

18. - ADBdR, B 105, Lettres-patentes de déclaration contre les usurpateurs de noblesse..., 27 novembre 1665.

19. - *Ibid.*

20. - *Ibid.*

21. - J. Meyer, *Histoire de la France coloniale*, t.1 : *Des origines à 1914*, Paris, A. Colin, 1991, p. 78. Voir à propos du lien entre préoccupations commerciales et dérogeance C.

Cheminade, « Libéralisme, corporatisme et dérogeance : à propos des édits sur le commerce de 1701 et 1765 », *Dix-huitième siècle*, n° 26, 1994, p. 272. Cette préoccupation inspire, en effet, l'édit sur le commerce de 1701 dont un des objectifs, en autorisant le commerce en gros pour les nobles, était de « donner du lustre à la profession de négociant en gros pour que les fortunes qui s'y constituaient cessent de la désertir au bout d'une ou deux générations ».

22. - Voir à ce propos Ch. Carrière, *Négociants marseillais au XVIII^e siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes*, Institut historique de Provence, Marseille, 1973.

23. - Ch. Carrière, *op. cit.*, p. 190.

24. - R. Pillorget, *op. cit.*, p. 86.

25. - F.-P. Blanc, *op. cit.*, p. 243.

26. - A. Belleguise, *Traité de la noblesse suivant les préjuges rendus par les commissaires députés pour la vérification des titres de noblesse en Provence*, IV-5.

27. - *Ibid.*

28. - *Ibid.*

29. - V. Pietri, *op. cit.*, p. 47.

30. - A. Jouanna, « Noblesse, noblesses », in L. BÉLY (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, PUF, 1996, p. 888.

31. - F.-P. Blanc *Origine des familles...*, *op. cit.*, p. XVII.

32. - Sur les difficultés d'approche du fait nobiliaire, voir en particulier R. Descimon, « Chercher de nouvelles voies pour interpréter les phénomènes nobiliaires dans la France moderne. La noblesse, « essence » ou rapport social ? », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 46-1, janvier-mars 1999, p. 5-21.

RÉSUMÉS

Les réformations de noblesse engagées dans les années 1660 en Provence révèlent les difficultés de concilier les exigences monarchiques et les traditions locales en matière de reconnaissance de la qualité nobiliaire autour de la détermination des critères qui permettent de différencier vraie et fausse noblesse. L'image du noble est confrontée non seulement à celle du roturier mais aussi à celle de l'usurpateur. Pourtant l'enjeu profond relève davantage d'une lutte de représentations entre une noblesse reposant sur le genre de vie et l'autorégulation et une noblesse définie par un statut juridique et la reconnaissance royale. Cette confrontation est l'occasion pour une partie de la noblesse provençale d'exprimer ses propres spécificités fondées sur un héritage historique et une pratique sociale.

The reformation of nobility during the seventeenth century in Provence reveals how difficult it would be to reconcile monarchistic exigences with local traditions regarding definition of nobility and criterious used to make difference between true and false nobility. The noble man is to be compared to the commoner as well as to the usurper. Yet the main point is that a choice is to be done between nobility as defined by its way of life and self regulation or as defined by law and kingship. This is an opportunity for Provence aristocrats to express their own specificities related to history and social practices.

INDEX

Mots-clés : identité, noblesse, Réformation, usurpation, particularisme

AUTEUR

VALÉRIE PIETRI

C.M.M.C - Université de Nice